

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Sécurité, le 27 juin 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'approbation et à l'homologation des appareils fonctionnant automatiquement, utilisés pour surveiller l'application de la loi relative à la police de la circulation routière et des arrêtés pris en exécution de celle-ci", a donné le 11 août 1997 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantie-kamer, op 27 juni 1997 door de Staatssecretaris voor Veiligheid verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de goedkeuring en homologatie van de automatisch werkende toestellen gebruikt om toezicht te houden op de naleving van de wet betreffende de politie over het wegverkeer en haar uitvoeringsbesluiten", heeft op 11 augustus 1997 het volgende advies gegeven :

Préambule

Alinéa 1er

Seul l'article 5 de la loi du 1er octobre 1855 sur les poids et mesures (1) constitue un fondement légal à l'arrêté en projet (voir l'article 2.5.1. de celui-ci). En conséquence, il convient d'omettre la référence à l'article 4.

Par ailleurs, il convient de viser l'article 5 en mentionnant toutes les modifications expresses encore en vigueur apportées à cet article. Il s'agit des modifications apportées par la loi du 1er août 1922 et par l'arrêté royal n° 79 du 28 novembre 1939. La loi du 16 juin 1970 citée dans l'alinéa 1er en projet n'a pas modifié l'article 5 de la loi du 1er octobre 1855.

(1) L'article 34, 7°, de la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure abroge cette loi. L'article 35 de l'arrêté royal du 20 décembre 1972 portant mise en vigueur partielle de la loi précitée, qui fixe l'entrée en vigueur de cet article 34, 7°, prévoit cependant que "pour les groupes d'instruments de mesure pour lesquels ne sont pas encore d'application des arrêtés d'exécution à prendre en vertu du § 2 de l'article 15 de la loi (du 16 juin 1970), la législation actuelle reste applicable jusqu'à la date d'entrée en vigueur de ces arrêtés d'application". Il en résulte que les articles 4 et 5 de la loi du 1er octobre 1855 sur les poids et mesures sont encore partiellement en vigueur.

Le texte néerlandais de l'alinéa devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Alinéa 3

Aussi longtemps que l'article 23 de la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure n'a pas été mis en vigueur, il ne peut constituer un fondement légal à l'arrêté en projet.

Il s'ensuit que l'approbation du modèle, la délivrance de marques d'approbation de modèle, la vérification primitive et la vérification périodique ne peuvent, en l'état actuel du droit, donner lieu à la perception d'une taxe.

Il appartient en conséquence au Gouvernement soit de mettre en vigueur l'article 23 de la loi du 16 juin 1970, ce qu'il pourrait faire par une disposition insérée dans le présent projet, soit d'omettre de l'arrêté en projet les dispositions relatives à la perception d'une taxe pour ces différentes opérations, étant entendu que l'homologation peut faire l'objet d'une "taxe" (mieux vaudrait dire "une redevance") fondée sur l'article 62, alinéa 4, de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, dans le texte qu'en a établi la loi du 4 août 1996.

.../...

Alinéas 4 et 5

Ces alinéas sont à omettre étant donné que les textes qu'ils visent ne constituent pas un des fondements légaux de l'arrêté royal en projet.

Alinéa 7 (devenant l'alinéa 5)

Dans le texte néerlandais, on écrira : "...voorgeschreven bij richtlijn 83-189-EEG van de Raad ...".

Proposant

En raison du rôle dévolu au "Service de la Métrologie" par l'arrêté en projet, il conviendrait d'ajouter, tant à la liste des ministres qui proposent le projet qu'à celle de ceux qui sont chargés de son exécution et à celle de ceux qui le contresignent, le Ministre de l'Economie, qui a autorité sur ce service.

DispositifObservation générale

Il ne faut procéder à des groupements d'articles en chapitres que si la diversité des matières traitées, le nombre élevé des articles, le souci de clarté ou la facilité de consultation du texte le justifie. Ce n'est pas le cas en

.../...

l'espèce. Il est inutile de prévoir deux chapitres dans le texte en projet. Il convient d'adapter le texte en conséquence.

Les références aux chapitres doivent en conséquence être adaptées dans le corps du projet. Cette observation vaut pour l'article 1er, 1.1.

Observations particulières

Article 2

2.3.1.2. On peut se demander s'il ne serait pas utile de préciser ce que deviennent les trois exemplaires remis par le fabricant, une fois les essais préalables effectués. Peuvent-ils être récupérés par le demandeur de l'approbation ? A quelles conditions ?

2.4.1. Dans l'alinéa 2, second tiret, il conviendrait de préciser de quel agrément il s'agit. Par qui et comment les laboratoires dont il est question dans ce point doivent-ils être agréés ?

2.4.2. Il n'a pas été tenu compte dans la rédaction de ce point des observations faites par la Commission européenne (point 1, alinéa 2), qui a attiré l'attention des autorités belges sur le fait qu'"il convient d'étendre le champ d'application de la clause (...) aux tests effectués

.../...

sur les produits originaires des pays AELE parties contractantes à l'accord EEE".

2.4.3. Il conviendrait d'écrire "transmettent" plutôt que "sont obligés de transmettre".

2.4.6. L'article 22, § 1er, de la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure, qui est visé comme base légale à l'arrêté en projet, établit en sa dernière phrase que le Roi "fixe le modèle des marques et certificats". Il conviendrait de se conformer à cette prescription dans l'arrêté en projet (1).

2.5.1. Dans le premier tiret, il conviendrait d'écrire "article 1er, point 2" plutôt que "article 1er, § 2", ainsi que de citer l'arrêté royal du 20 décembre 1972 avec son intitulé complet et exact.

Dans le second tiret, il conviendrait de ne viser que l'article 5, alinéa 1er, de la loi du 1er octobre 1855 précitée, plutôt que les articles 4 et 5 de cette même loi, d'écrire "35, point 3" plutôt que "35, § 3", et de citer

(1) Le Gouvernement pourrait à cet égard s'inspirer de l'article 6, alinéa 2, de l'arrêté royal du 18 février 1991 relatif aux appareils de test d'haleine qui détectent le niveau d'imprégnation alcoolique dans l'air alvéolaire expiré, qui prévoit que la marque d'approbation nationale est "composée de la lettre B suivie d'un numéro".

l'arrêté royal du 20 décembre 1972 avec son intitulé complet et exact.

2.6.1. Il y a lieu de se référer à l'observation faite au sujet de l'alinéa 3 du préambule. Afin de lever toute ambiguïté, il conviendrait d'écrire "redevance" dans l'arrêté en projet; la même observation vaut pour tous les passages de l'arrêté où le terme "taxe" est utilisé.

Un service administratif ne pourrait fixer le montant d'une redevance fût-ce à l'intérieur d'une fourchette établie par arrêté royal; son montant doit être fixé de manière précise par le Roi.

Article 3

3.2. Il n'a pas été tenu compte dans la rédaction de ce point des observations faites par la Commission européenne (point 2, alinéa 2), qui a attiré l'attention des autorités belges sur le fait qu'"en vertu du principe de la libre circulation des marchandises, tel qu'il est inscrit aux articles 30 à 36 du Traité CE et tel que précisé par la Cour de Justice dans sa jurisprudence y afférente, (les autorités belges) sont tenues de reconnaître également les tests effectués par des organismes ou des laboratoires qui, tout en ne répondant pas aux normes de la série EN 45000, offrent néanmoins des garanties suffisantes et appropriées de professionnalisme et d'indépendance".

.../...

3.4. Il serait préférable de rédiger le début de ce point comme suit :

"3.4. Le montant de la redevance à payer pour l'examen d'une demande d'homologation est fixé à 90.000 francs ou à 45.000 francs pour une modification de l'installation (...)".

Article 5

Il convient de faire précéder le texte de cet article en projet par la mention "Art. 5".

Observation finale

La rédaction du texte néerlandais du projet n'est pas très soignée. Sous réserve des observations précédentes, quelques propositions de rédaction sont faites à ce sujet dans la version néerlandaise du présent avis.

Aanhef

Eerste lid

In het eerste lid schrijve men "de wet van 1 oktober 1855 op de maten en gewichten" in plaats van "de ijkwet van 1 oktober 1855" (1).

Alleen artikel 5 van voormelde wet (2) levert rechtsgrond op voor het ontworpen besluit (zie artikel 2.5.1 van het besluit). Bijgevolg dient de verwijzing naar artikel 4 te vervallen.

Overigens behoort artikel 5 te worden vermeld met alle nog geldende uitdrukkelijke wijzigingen die in dat artikel zijn aangebracht. Het gaat om de wijzigingen die daarin zijn aangebracht bij de wet van 1 augustus 1922 en bij het koninklijk besluit nr. 79 van 28 november 1939. Artikel 5

(1) Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 2, onderdeel 2.5.1.

(2) Die wet wordt opgeheven bij artikel 34, 7°, van de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, de meetstandaarden en de meetwerktuigen. Artikel 35 van het koninklijk besluit van 20 december 1972 houdende gedeeltelijke inwerkingtreding van de voormelde wet, waarbij dat artikel 34, 7°, in werking wordt gesteld, bepaalt echter dat "voor de groepen meetwerktuigen waarvoor de krachtens § 2, van artikel 15, van de wet (van 16 juni 1970) te nemen uitvoeringsbesluiten nog niet in werking zijn, de huidige wetgeving van kracht (blijft) tot op de datum van de inwerkingtreding van deze besluiten.". Daaruit volgt dat de artikelen 4 en 5 van de wet van 1 oktober 1855 op de maten en gewichten nog steeds ten dele van kracht zijn.

van de wet van 1 oktober 1855 is niet gewijzigd bij de wet van 16 juni 1970 waarnaar in het ontworpen eerste lid wordt verwezen.

Men schrijve dan ook :

"Gelet op de wet van 1 oktober 1855 op de maten en gewichten, inzonderheid op artikel 5, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1922 en bij het koninklijk besluit nr. 79 van 28 november 1939;"

Derde lid

Zolang artikel 23 van de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, de meetstandaarden en de meetwerktuigen niet in werking is gesteld, kan dat artikel geen rechtsgrond van het ontworpen besluit opleveren.

Daaruit volgt dat de goedkeuring van een model, de afgifte van goedkeuringsmerken, de eerste ijk en de herijk, bij de huidige stand van het recht, geen aanleiding kunnen geven tot de inning van een ijkloon.

Bijgevolg staat het aan de Regering om hetzij artikel 23 van de wet van 16 juni 1970 in werking te stellen, wat ze kan doen door middel van een in het onderhavige ontwerp op te nemen bepaling, hetzij uit het ontworpen besluit de bepalingen weg te laten die betrekking hebben op de inning van een ijkloon voor die onderscheiden verrichtingen, met dien verstande dat voor de homologatie een

.../...

vergoeding kan worden gevorderd op grond van artikel 62, vierde lid, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, in de lezing ervan zoals die bij de wet van 4 augustus 1996 is vastgesteld.

Vierde en vijfde lid

Deze leden behoren te vervallen, aangezien de teksten waarnaar daarin wordt verwezen geen rechtsgrond van het ontworpen koninklijk besluit opleveren.

Zevende lid (dat het vijfde lid wordt)

Men schrijve : "... voorgeschreven bij richtlijn 83-189-EEG van de Raad ...".

Voordrachtformulier

Door de rol die in het ontworpen besluit wordt toebedeeld aan de "Dienst Metrologie", zou de Minister van Economie, die voor deze dienst bevoegd is, moeten worden toegevoegd aan zowel de opsomming van de ministers die het ontwerp voordragen, als aan die van de ministers die met de uitvoering ervan worden belast en aan die van de ministers die het medeondertekenen.

.../...

Bepalend gedeelteAlgemene opmerking

Artikelen behoren alleen dan in hoofdstukken te worden gegroepeerd als zulks door de verscheidenheid van de geregelde materies, het grote aantal artikelen, de zorg voor duidelijkheid of het gemakkelijk raadplegen van de tekst gerechtvaardigd is, wat in casu niet het geval is. De ontworpen tekst behoeft niet in twee hoofdstukken te worden onderverdeeld. De tekst behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

In de tekst van het ontwerp moeten de verwijzingen naar de hoofdstukken bijgevolg worden aangepast. Deze opmerking geldt voor artikel 1, 1.1.

Bijzondere opmerkingenArtikel 2

2.3.1.2. De vraag rijst of het niet nuttig zou zijn aan te geven wat er geschiedt met de drie exemplaren die door de fabrikant zijn bezorgd, zodra de voorafgaande tests zijn uitgevoerd. Kan de aanvrager van de goedkeuring die terugkrijgen ? Op welke voorwaarden ?

.../...

2.4.1. In het tweede lid, tweede streepje, dient te worden verduidelijkt om welke erkenning het gaat. Door wie en hoe moeten de laboratoria waarvan sprake in dit punt worden erkend ?

2.4.2. Bij de redactie van dit punt is geen rekening gehouden met de opmerkingen van de Europese Commissie (punt 1, alinea 2), die de Belgische overheid op het volgende gewezen heeft : "il convient d'étendre le champ d'application de la clause (...) aux tests effectués sur les produits originaires des pays AELE parties contractantes à l'accord EEE".

2.4.3. Er dient geschreven te worden "bezorgen" in plaats van "zijn ertoe gehouden door te geven".

2.4.6. In artikel 22, § 1, van de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, de meetstandaarden en de meetwerktuigen, waarnaar verwezen wordt als rechtsgrond voor het ontworpen besluit, wordt in de laatste zin voorgeschreven dat de Koning "het model van de merken en attesten

.../...

(bepaalt)". Dit voorschrift moet in het ontworpen besluit in acht worden genomen (1).

2.5.1. Bij het eerste streepje schrijve men "artikel 1, punt 2" in plaats van "artikel 1, § 2", en dient het koninklijk besluit van 20 december 1972 vermeld te worden met zijn volledige en juiste opschrift.

Bij het tweede streepje dient alleen verwezen te worden naar artikel 5, eerste lid, van de genoemde wet van 1 oktober 1855, in plaats van naar de artikelen 4 en 5 van diezelfde wet, schrijve men "35, punt 3" in plaats van "35, § 3" en moet het koninklijk besluit van 20 december 1972 vermeld worden met het volledige en juiste opschrift ervan.

2.6.1. Er zij verwezen naar de opmerking gemaakt bij het derde lid van de aanhef. In de Franse tekst dient, om iedere dubbelzinnigheid te voorkomen, "redevance" geschreven te worden in plaats van "taxe"; dezelfde opmerking geldt voor alle passages van het besluit waar de term "taxe" wordt gebruikt.

(1) Wat dat betreft zou de Regering zich kunnen baseren op artikel 6, tweede lid, van het koninklijk besluit van 18 februari 1991 betreffende de ademtesttoestellen die het niveau van de alcoholopname in de uitgeademde alveolaire lucht aangeven, waarin bepaald wordt dat het nationale goedkeuringsmerk "(bestaat) uit de letter B gevolgd door een nummer".

In de Nederlandse tekst schrijve men "vergoeding" in plaats van "ijkloon".

Een administratieve dienst kan het bedrag van een vergoeding niet vaststellen, al was het binnen een bij koninklijk besluit vastgestelde marge; het bedrag ervan moet nauwkeurig door de Koning worden vastgesteld.

Artikel 3

3.2. Bij de redactie van dit punt is geen rekening gehouden met de opmerkingen van de Europese Commissie (punt 2, tweede lid), die de Belgische overheid op het volgende gewezen heeft : "en vertu du principe de la libre circulation des marchandises, tel qu'il est inscrit aux articles 30 à 36 du Traité CE et tel que précisé par la Cour de Justice dans sa jurisprudence y afférente, (les autorités belges) sont tenues de reconnaître également les tests effectués par des organismes ou des laboratoires qui, tout en ne répondant pas aux normes de la série EN 45000, offrent néanmoins des garanties suffisantes et appropriées de professionnalisme et d'indépendance".

3.4. Het zou beter zijn het begin van dit punt als volgt te stellen :

"3.4. Het bedrag van de vergoeding die betaald moet worden voor het onderzoek van een homologatieaanvraag

.../...

bedraagt 90.000 frank of 45.000 frank voor een wijziging van de installatie (...)".

Artikel 5

De tekst van dit ontworpen artikel moet worden voorafgegaan door de vermelding "Art. 5".

Slotopmerking

De Nederlandse tekst van het ontwerp is slordig gesteld. Onder voorbehoud van de bovenstaande opmerkingen worden bij wijze van voorbeeld de volgende voorstellen gedaan.

In artikel 2, punt 2.3.1.1., schrijve men "het Ministerie van Economie" in plaats van "het Ministerie van Economische Zaken" (deze opmerking geldt ook voor punt 2.4.1., eerste lid, tweede streepje) en "waarborgen" in plaats van "verzekeren".

In artikel 2, punt 2.3.1.2., schrijve men "in de bijlagen bij dit besluit" in plaats van "in de bijlagen van dit besluit" en "orgaan" in plaats van "organisme". Deze opmerkingen gelden voor heel het ontwerp.

Artikel 2, punt 2.3.2., dient als volgt te worden gesteld : "(...), wordt het meettoestel, samen met het metrologisch boekje, de gebruiksaanwijzing en de richtlijnen

.../...

voor het onderhoud ervan, bezorgd aan de Dienst metrologie of aan het orgaan bedoeld in artikel 2.4.1."

In artikel 2, punt 2.4.2, schrijve men "op technisch en professioneel gebied" in plaats van "op technisch en professioneel vlak".

Artikel 2, punt 2.4.6., dient als volgt te worden gesteld :

"2.4.6. Elk toestel wordt voorzien van :

- een ijkcertificaat dat (...);
- (...)."

In artikel 2, punt 2.5.1., schrijve men "in bijlage 3 bij dit besluit" in plaats van "in de bijlage 3 van dit besluit".

In artikel 2, punt 2.6.2., schrijve men "afgeven" in plaats van "afleveren". Deze opmerking geldt mutatis mutandis ook voor artikel 3, punt 3.5., en artikel 5, punt 5.4.

Artikel 4 dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 4 - Diverse bepalingen

Bij de meettoestellen zit altijd een exemplaar van het metrologisch boekje, een gebruiksaanwijzing en richt-

.../...

lijnen voor het onderhoud voor de gebruiker, die overeenstemmen met de goedgekeurde documenten.

Het bewaren, het vervoer en het gebruik van de meettoestellen en de randapparatuur ervan geschieden zoals voorgeschreven in de gebruiksaanwijzing en overeenkomstig de richtlijnen voor het onderhoud".

In artikel 5, punt 5.1.1., schrijve men "wordt van ambtswege een modelgoedkeuring afgegeven voor de snelheidsmeters" in plaats van "wordt van ambtswege een modelgoedkeuring verleend aan de snelheidsmeters". Deze opmerking geldt mutatis mutandis ook voor de punten 5.1.2. en 5.1.3.

In artikel 5, punt 5.2., schrijve men "gekregen" in plaats van "bekomen".

In punt 5.3. van ditzelfde artikel schrijve men "de toegestane relatieve meetfout" in plaats van "de toegelaten relatieve meetfout".

In punt 5.5. van ditzelfde artikel schrijve men in de inleidende zin "eerste lid" in plaats van "lid 1" en "en voorzover intussen in België geen geaccrediteerd orgaan bestaat voor de desbetreffende domeinen" in plaats van "voorzover intussen in België geen organisme geaccrediteerd wordt in de bedoelde domeinen". Het tweede streepje van dit punt dient als volgt te worden gesteld :

.../...

- "- de proeven die dienen om na te gaan of de apparaten overeenstemmen met de technische voorschriften en of zij correct geïnstalleerd zijn. In dat geval wordt het bedrag van de homologatieprocedure bedoeld in artikel 3, 4. betaald aan het voormelde Instituut".

La chambre était composée de

Messieurs
de Heren

M. LEROY,

C. WETTINCK,
P. QUERTAINMONT,

F. DELPEREE,

P. GOTHOT,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

De kamer was samengesteld uit

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

Le rapport a été rédigé par
M. B. LOMBAERT, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coordination
a été rédigée et exposée par
M. C. AMELYNCK, référendaire
adjoint.

Het verslag werd opgesteld
door de H. B. LOMBAERT, adjunct-
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd op-
gesteld en toegelicht door de
H. C. AMELYNCK, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la
version française et la ver-
sion néerlandaise a été véri-
fiée sous le contrôle de
M. R. ANDERSEN, Président de
chambre.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse
tekst werd nagezien onder
toezicht van de H. R. ANDERSEN,
Kamervoorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

M. LEROY